

Naissance d'une révolution. Histoire critique du MIR

<https://www.contretemps.eu>

chilien

redaction

Lors des années intenses qui ont conduit à l'Unité populaire au Chili, le Mouvement de la Gauche révolutionnaire (MIR) a joué un rôle important. Dans le livre qu'elle lui consacre, chez la toute nouvelle [maison d'édition terres de Feu](#), l'historienne Eugénia Palieraki étudie les réflexions stratégiques et les mises en œuvre pratiques que le MIR a proposées au cours des années 1960, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende en novembre 1970.

Nous en publions ici quelques extraits, qui mettent au jour un paradoxe : c'est en raison même de la lutte armée qu'il a menée, avec des braquages de banques en particulier, que le MIR en est venu à occuper des responsabilités dans le gouvernement - légaliste - d'Allende. Réforme ou révolution ? La question était posée alors avec force. Elle garde son actualité.



« Peuple, conscience, fusil, MIR, MIR, MIR » (extraits de l'introduction)

« Peuple, conscience, fusil, MIR, MIR, MIR ». Pour la gauche chilienne, ce cri de guerre rappelle les années 1960 et la période de l'Unité Populaire (1970-1973) ; un moment de gloire, aussi, pour le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire : le MIR. Aujourd'hui au Chili, certains militants reprennent ce slogan, brandissant un flambeau nostalgique pour une époque révolue, où l'assaut du ciel semblait à portée d'une main armée.

Identifié à la figure légendaire de son dirigeant Miguel Enríquez, tué une année après le coup d'État de 1973, le MIR réveille des souvenirs embués de mythes. Ces mythes le présentent comme une avant-garde issue de la jeunesse révolutionnaire chilienne. Cette jeunesse voulait changer la destinée de son pays par les armes, quitte à y laisser la vie. Les récits historiques qui transmettent, voire alimentent ce mythe, décrivent aussi le MIR comme une entité radicalement nouvelle, qui rompt avec le « réformisme » des deux principaux partis marxistes du pays, les Partis communiste et socialiste.

Pour certains, le MIR aurait été le seul à comprendre que les urnes menaient le socialisme dans une dangereuse impasse, ce que le coup d'État aurait tristement confirmé. Cette conception est largement contestée par d'autres qui désignent l'organisation révolutionnaire comme principal responsable de la chute d'Allende. Son radicalisme aurait mené les classes moyennes à se réfugier dans les bras de la droite ou de l'extrême droite. À cette interprétation s'ajoutent celles qui considèrent le MIR avant tout comme l'initiateur de la violence politique, une violence importée dans les années 1960 sous l'impulsion persuasive de Cuba.

L'engouement que le MIR engendrait jadis et qu'il suscite encore aujourd'hui au Chili s'explique par son refus apparent des traditions politiques nationales, y compris celles des deux grands partis de gauche, parfaitement intégrés au système politique ; par son succès fulgurant et par la place importante qu'il a occupée sur la scène politique nationale.

Fondé en 1965, dans un pays dont l'histoire politique était davantage marquée par sa continuité que par ses ruptures, le MIR heurte le consensus. Or, malgré un discours nettement plus radical que celui des autres partis, un refus obstiné de participer aux élections accompagné d'une adhésion à la voie armée, cette « nouvelle gauche » fait partie intégrante du paysage politique chilien. Elle obtient la reconnaissance, plus ou moins explicite, des anciens partis et suscite l'enthousiasme d'intellectuels européens et états-unien.

La plupart des histoires « officielles » sur le MIR insistent sur son origine étudiante. L'histoire du MIR commencerait en 1967 à l'Université de Concepción, sous l'impulsion d'une génération de jeunes étudiants – leaders politiques charismatiques – qui suivent l'exemple de la Révolution cubaine et espèrent faire de la Cordillère des Andes la Sierra Maestra de l'Amérique du Sud. Mais, si l'importance de l'Université de Concepción est indéniable, limiter les origines du mouvement à ce seul lieu et au groupe d'étudiants constitué autour de Miguel Enríquez est réducteur.

Cela masque un chapitre fondamental de son histoire : celui de ses origines qu'il faut chercher dans l'histoire de la gauche chilienne. Les dirigeants de gauche et les syndicalistes qui se sont réunis pour former le MIR établissent un pont entre la gauche chilienne de la première moitié du XXe siècle et la « jeune génération » qui, à la fin des

années 1960, leur a succédé à la direction de l'organisation. En 1965, ces syndicalistes révolutionnaires, trotskistes, communistes dissidents se rassemblent pour fonder un mouvement politique incarnant l'unité révolutionnaire. La nouvelle organisation qu'ils créent s'inspire de principes et d'un imaginaire insurrectionnel qui s'inscrivent sans conteste dans la continuité des gauches marxistes du premier XX^e siècle.

La généalogie politique du mouvement ne doit pas pour autant occulter son ancrage dans la singularité des années 1960. Celles-ci sont marquées au Chili par la présidence du démocrate-chrétien Eduardo Frei Montalva et son ambitieux programme nommé « Révolution en liberté », dont fait partie la réforme universitaire. Pour le MIR, la fin des années 1960 est une période d'implantation dans un milieu étudiant très politisé, mais aussi de création des premières bases militantes dans les périphéries urbaines et les régions rurales.

Les années 1960 sont, en outre, une période d'internationalisation du politique. Le conflit sino-soviétique, la Révolution cubaine, la guerre du Vietnam sont autant d'événements qui imprègnent la jeunesse chilienne des années 1960 et évidemment aussi le MIR. Au cœur de ce contexte continental et mondial, le MIR entretient un rapport ambigu avec la Révolution cubaine, mais aussi avec les questions de la lutte armée et des élections. [...]

L'histoire du MIR soulève des questions similaires à celles posées aux acteurs de l'émancipation d'autres époques et d'autres lieux. Quel contenu et quelle définition donner à la révolution ? Quels acteurs y associer ? Comment créer un nouveau parti révolutionnaire ? Qu'est-ce qui peut bien expliquer le succès d'une nouvelle organisation politique ? Quel équilibre trouver entre volontarisme et conditions objectives ? Entre lutte armée et lutte électorale ?

Le choix des armes. Récits et usages de la violence révolutionnaire en politique (1967-1970) (extraits du chapitre 5)

Le MIR n'est pas la seule organisation de gauche extraparlamentaire à être créée au Chili à cette époque. Mais il est le seul à obtenir une telle visibilité et à croître aussi vite. En 1968, le MIR est déjà considéré comme une organisation qui pèse sur la conjoncture politique nationale. Ainsi, sa défense très publique de la lutte armée à partir de 1967 et l'arrivée de Miguel Enríquez au poste de Secrétaire général du MIR, doublée de la condamnation des élections, font l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. En 1968, les premiers braquages de banque miristes suscitent l'émoi. De nombreux jeunes militants de gauche, toutes tendances confondues, en sont admiratifs. Les détracteurs du MIR, quant à eux, y puisent des arguments pour présenter cette organisation politique non seulement comme dangereuse, mais aussi comme étrangère aux coutumes nationales. [...]

Le MIR et son rapport à la lutte armée est le chapitre de son histoire qui a suscité le plus grand nombre de controverses et de mythes, le présentant souvent comme une organisation militarisée très efficace, capable de subvertir l'ordre démocratique. Les enjeux politiques et mémoriels de ce sujet sont lourds. Ils touchent d'ailleurs à une question épineuse de l'histoire des gauches révolutionnaires mondiales : celle de leur rapport à la

violence. La violence est-elle une composante incontournable de tout projet et de tout processus révolutionnaires ? Pourquoi, quand et comment les acteurs révolutionnaires choisissent-ils les armes ? Est-il possible de fixer des limites au recours à la violence ou bien tout acteur révolutionnaire finit-il tôt ou tard par basculer vers la Terreur, comme l'a souvent affirmé l'historiographie libérale ? Quelle est la relation entre idéologie et violence révolutionnaires ?

Le choix de la voie armée se fait dans un contexte spécifique marqué par de vifs débats nationaux, continentaux et mondiaux sur la révolution et sur le rapport entre révolution et lutte armée. La direction du MIR prend la voie des armes après une longue réflexion, à l'issue de controverses souvent violentes et sans se faire manipuler par des États étrangers. Elle fixe aussi des limites à son recours à la violence politique.

Le MIR n'est d'ailleurs pas la seule organisation politique chilienne à faire ce choix : elle est l'une parmi d'autres tant à gauche qu'à droite, ce qui montre l'importance de la question armée dans le Chili des années 1960 tout en relativisant la supposée exceptionnalité du MIR en la matière. La relation entre idéologie et pratique n'est pas non plus linéaire et unidirectionnelle, comme l'historiographie libérale l'a souvent affirmé : les idées peuvent orienter momentanément les actions, mais la pratique de la lutte armée amène systématiquement à la révision et à la réinvention de la théorie.

Les jeunes miristes qui braquent des banques et qui essaient de mettre en place – sans beaucoup de succès, il faut l'avouer – un appareil militaire qui puisse mener à bien une révolution armée, ne sont pas des fanatiques aveuglés par une idéologie assassine. Ce sont des jeunes personnes critiques de la démocratie dans son acception exclusivement politique et libérale. Elles sont convaincues de la nécessité d'une révolution armée pour faire advenir une plus grande justice sociale, mais aussi conscientes du besoin d'imposer des limites à l'usage de la force dans un cadre démocratique, pour que la violence ne perde pas son sens émancipateur.

La voie des armes ou la voix des urnes ? (extraits du chapitre 6)

En juin 1969, Miguel Enríquez condamne la « voie électorale » et tous les partis qui y ont recours. Il appelle les masses populaires à s'abstenir de se rendre aux urnes et affirme que la lutte armée est la seule pratique légitime pour les révolutionnaires. Mais en juillet 1970, la direction du MIR passe un accord avec Allende, par lequel elle s'engage à cesser l'activité armée pour ne pas nuire à la candidature présidentielle du dirigeant socialiste. En outre, à la suite de la victoire électorale de la gauche le 4 septembre 1970, le MIR accorde son « soutien critique » à l'Unité Populaire (UP) et participe à la formation de la Garde présidentielle d'Allende, chargée de la protection du premier Président marxiste arrivé au pouvoir par la « voie électorale ». Sa collaboration avec l'UP ne s'arrête toutefois pas là. Des membres du Comité central ou des cadres moyens du MIR occupent des postes de responsabilité dans les ministères, ses dirigeants assistent aux réunions des partis de l'Unité Populaire et font partie du cercle rapproché d'Allende. Par ailleurs, bien que le MIR ne présente pas ses propres candidats aux élections municipales ou parlementaires, il soutient activement certains candidats de l'UP. S'il ne s'intègre pas formellement dans le

gouvernement, le MIR devient un acteur important de la période 1970-1973, qui ne reste pas étranger à la politique institutionnelle de gauche.

Devrait-on voir dans ce changement d'attitude du MIR une rupture radicale, un avant armé et un après électoral, avec comme ligne de démarcation le 4 septembre 1970, date de la victoire électorale d'Allende ? Comment s'opère la transition de la condamnation sans détours des élections vers le « soutien critique » accordé au gouvernement de gauche précisément issu des urnes ?

L'examen des années charnière 1969-1970 nous mène à une surprenante conclusion : ces deux registres sont étroitement imbriqués. Paradoxalement, c'est le recours modéré du MIR à des actions armées et ses répercussions médiatiques et politiques qui préparent son étroite collaboration avec l'UP, gouvernement révolutionnaire et démocratique arrivé au pouvoir par les urnes. Si le MIR devient un acteur politique important à cette période, c'est précisément grâce à ses quelques actions armées et à son appareil clandestin, qui apparaissent comme un nécessaire rempart de la gauche démocratique face aux agressions de plus en plus ostensibles de la droite contre-révolutionnaire.

Dans le même temps, l'élection présidentielle trace les limites des actions armées et produit de nouvelles tensions internes au MIR. Le mouvement se trouve alors tiraillé entre, d'une part, des militants qui s'investissent dans la campagne d'Allende avec enthousiasme, mais sans l'accord officiel du MIR ; et d'autre part, des secteurs minoritaires du parti convaincus de l'inévitabilité de l'affrontement armé et engagés dans la mise en place d'un appareil clandestin. La direction, elle-même sous tension, essaie d'opérer la synthèse de ces deux visions et de trouver sa place dans une conjoncture où les élections acquièrent un sens révolutionnaire et où la victoire d'Allende semble démentir la principale thèse du MIR, celle de l'impossibilité du changement par voie électorale.

L'arrivée d'Allende à la présidence de la République inaugure une période riche en événements. La gauche démocratique et révolutionnaire qui arrive au pouvoir par les urnes constitue pour le MIR, gauche armée et extraparlamentaire, un extraordinaire défi. La trajectoire du MIR sous l'UP est compréhensible à l'aune du projet politique que le mouvement a construit pendant les années 1965-1970. Au moment des élections de septembre 1970, le MIR est une organisation qui prône à la fois lutte armée et organisation populaire ; qui ne participe pas aux élections, mais qui collabore avec les partis de gauche représentés au Congrès et avec le candidat à la présidence ; qui reste méfiant face à la possibilité de changement par voie électorale, mais qui perçoit parfaitement le possible ouvert par l'élection d'Allende. En définitive, et malgré son exceptionnalisme affiché, la gauche révolutionnaire qu'est le MIR des années 1969-1973 reste très ancrée dans les débats qui traversent l'ensemble de la gauche et de la société chiliennes.